

LE MARCHÉ DU TRAVAIL À LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2004 : *forte progression de l'activité réduite*

.....
 • À la fin du deuxième trimestre 2004, 3 813 000 personnes étaient inscrites à l'Anpe à la recherche d'un emploi en CDI ou en CDD, à temps complet ou à temps partiel. Parmi eux, 2 685 000 demandeurs n'avaient exercé aucune activité au cours du mois, chiffre stable par rapport au trimestre précédent. 478 000 demandeurs d'emploi inscrits avaient exercé une activité réduite courte de moins de 78 heures dans le mois et 650 000 une activité réduite longue. Au total, le nombre d'inscrits exerçant une activité a progressé de 62 000 sur le trimestre.
 • Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi dispensés de recherche d'emploi restait quasiment stable, à 394 000 à la fin du mois de juin.

À la fin du deuxième trimestre 2004, le phénomène le plus marquant est la forte progression des activités réduites (graphique 2). À cette date, 478 000 demandeurs d'emploi pratiquaient une activité réduite courte, 78 heures ou moins (DEFM 1+2+3 avec activité réduite), et 650 000 une activité réduite longue, de plus de 78 heures (DEFM 6+7+8). Au total, ils occupaient l'équivalent de 674 000 emplois à temps plein. Le nombre d'inscrits ayant une activité progresse très fortement par rapport au trimestre précédent : +62 000 (tableau 1). Il faut remonter à la fin des années quatre-vingt-dix pour voir une progression aussi forte. L'activité réduite avait ensuite diminué alors

que la situation de bonne conjoncture se pérennisait. Ce recul s'était poursuivi après le retournement conjoncturel de l'été 2001, avant que l'activité réduite ne se redresse au cours de l'année 2003. Une analyse plus détaillée montre que ce sont les activités réduites longues qui sont à l'origine de ces variations, les activités réduites courtes connaissant une croissance tendancielle sur la période (graphique 4). L'activité réduite longue progresse nettement en Ile-de-France, en Rhône-Alpes et en Alsace (tableau 4).

La pratique de l'activité réduite peut résulter d'un besoin de ressources pour des personnes durablement inscrites dans le chômage, mais elle dépend aussi des opportunités offertes par les entreprises. Le diagnostic que peut refléter cette forte croissance de l'activité réduite est donc complexe. Si elle peut traduire une précarisation accentuée, elle peut aussi être le signe avant-coureur d'une reprise, notamment si ces emplois deviennent ensuite des emplois plus pérennes.

D'un trimestre à l'autre, les passages vers l'activité réduite, comme les retours vers des demandes sans activité réduite, sont nombreux (tableau 2) : plus de 11 % des demandeurs sans activité réduite à la fin du premier

trimestre en avait pratiqué une en juin. Le flux inverse des demandeurs revenant d'activité réduite représentait 8 % du même stock. Il contribue ainsi à la baisse du nombre de demandeurs d'emploi sans activité réduite. Du fait de la hausse des taux de sortie des listes observés depuis le début de l'année, cet effet dépasse désormais le solde des entrées et des sorties des listes.

Les demandeurs d'emploi sortis des listes sur les douze derniers mois ont, pour 47,7 % d'entre eux, retrouvé un emploi, soit une hausse de 1,1 point par rapport aux douze mois antérieurs (tableau 3). L'essentiel de cette progression s'est fait sur des emplois courts (CDD, intérim), la part des reprises d'emploi en contrat à durée indéterminée restant stable.

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories 1, 2 et 3 sans activité réduite, concept proche du chômage au sens du bureau international du travail (BIT), s'établit à 2 685 000. Ce nombre n'augmente pratiquement pas par rapport au trimestre précédent (+7000, soit +0,5 % en glissement annuel).

Comme pour le chômage BIT, après une forte hausse jusqu'au troisième trimestre 2003, le nom-

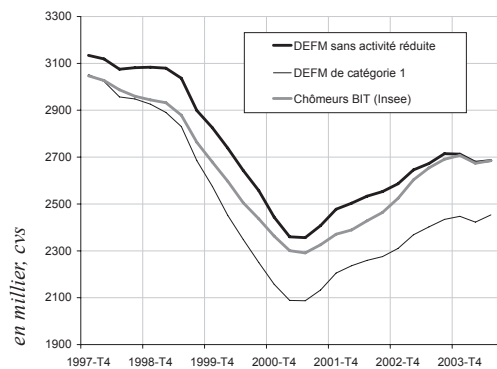
bre de demandeurs d'emploi sans activité réduite s'est quasiment stabilisé (graphique 1). La baisse du premier trimestre 2004 s'explique en partie par les effets de la réforme des filières du régime d'assurance chômage. La hausse du deuxième trimestre ne s'explique pas simplement par un effet symétrique lié à la suspension partielle de la réforme : en effet, pour l'ensemble des demandeurs d'emploi ayant exercé ou non une activité réduite (hors catégories 4 et 5), le chômage des jeunes a progressé sur tout le premier semestre, celui des 25-49 ans a reculé de 15 000 au premier trimestre avant de progresser de 56 000 au second, celui des 50 ans et plus a progressé de 7 000, après une baisse de 8 000.

Fin juin, presque 700 000 demandeurs d'emploi sont inscrits à l'Anpe en catégories 1, 2 ou 3 sans aucune activité réduite depuis au moins 12 mois, soit près du quart du total. Sur le trimestre, leur nombre progresse d'environ 1 % (graphique 7). Parmi eux, 272 000 sont inscrits à l'Anpe depuis au moins 24 mois. Sur le trimestre, leur nombre progresse de 1 %.

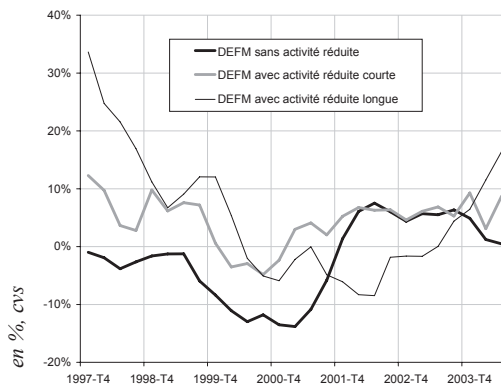
Dares*

* Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par Stéphane Jugnot, Mauricette Malaquin, Bernard Néros, Géraldine Seroussi (coord.) et Hélène Valdelièvre.

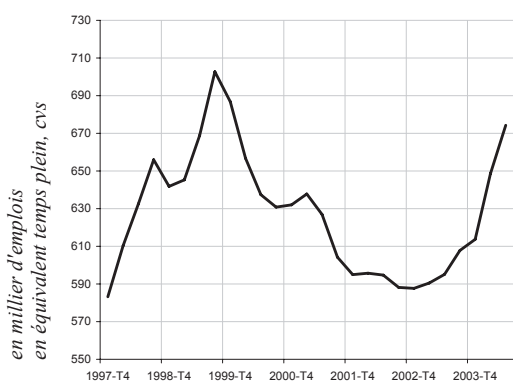
Graphique 1
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi



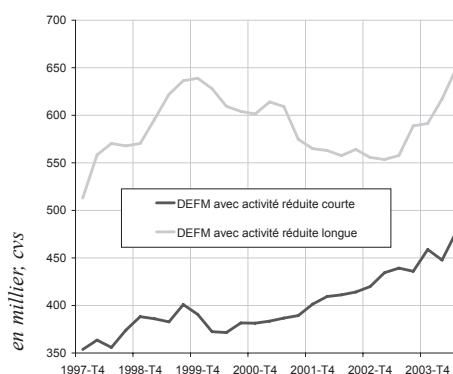
Graphique 2
Taux d'évolution en glissement annuel du nombre de demandeurs d'emploi



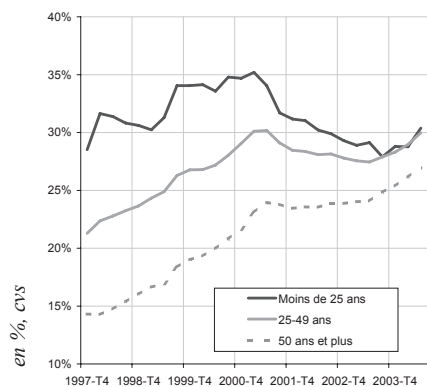
Graphique 3
Volume d'heures travaillées par les DEFM en activité réduite



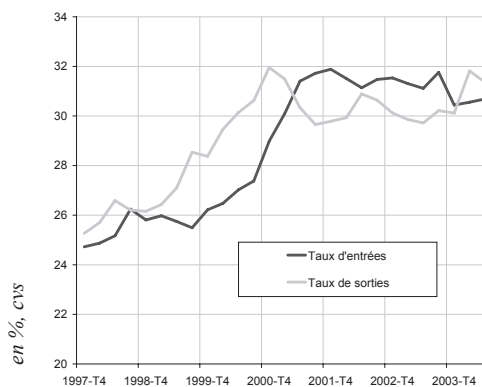
Graphique 4
Pratique de l'activité réduite selon le type d'activité



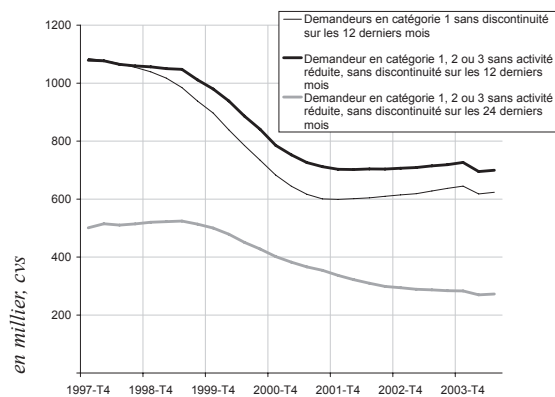
Graphique 5
Part des DEFM en activité réduite au sein de chaque tranche d'âge



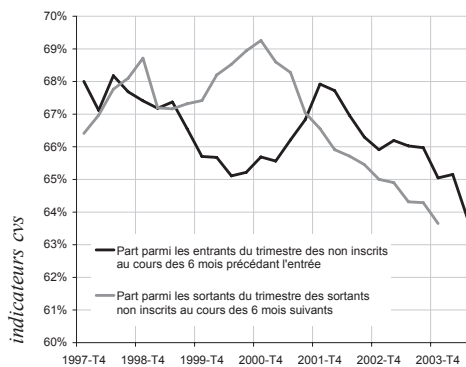
Graphique 6
Taux d'entrées et de sorties en demande d'emploi sans activité réduite



Graphique 7
Chômage de longue durée



Graphique 8
Récurrence au chômage



Sources : Dares, Anpe - Statistiques mensuelles du marché du travail et Insee (graphiques 1 à 5) - Anpe - Fichier historique des demandeurs d'emploi (graphiques 6 à 8).

Tableau 1
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'Anpe en fin de trimestre

En pourcentage

Données CVS	2004		2003				2004				2003	2004
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/T-4		
	Niveau (en milliers)			Variation trimestrielle				Variation annuelle				
Sans activité réduite *	2 685	59	27	42	-2	-34	7			5,5	0,5	
Moins de 25 ans	428	14	-2	21	-5	4	-4			6,6	4,2	
25 à 49 ans.....	1 809	42	27	20	5	-27	11			6,0	0,5	
50 ans et plus.....	448	4	2	1	-2	-12	0			2,7	-2,8	
Avec activité réduite courte *	478	15	5	-3	23	-11	30			6,9	8,7	
Moins de 25 ans	79	2	1	-3	5	0	5			5,2	9,4	
25 à 49 ans.....	320	10	3	-1	14	-10	20			6,6	8,0	
50 ans et plus.....	79	3	1	1	4	-1	5			9,7	11,1	
Avec activité réduite longue *	650	-2	4	31	2	26	32			0,0	16,5	
Moins de 25 ans	106	-1	1	2	1	0	8			-1,4	11,2	
25 à 49 ans.....	456	-1	4	24	1	22	22			-0,1	18,0	
50 ans et plus.....	88	0	0	5	0	4	2			2,5	15,2	
Volume d'activité réduite **	674	3	5	13	6	35	26			0,1	13,3	
Chômage au sens du B.I.T.	2 685	79	51	37	16	-33	11			9,3	1,2	
Dispensés de recherche d'emploi	394	1	2	8	11	-2	-4			2,4	3,3	

* - « Sans activité réduite » : DEFM 1,2 ou 3 sans activité réduite. « Avec activité réduite courte » : DEFM 1,2 ou 3 avec activité réduite.
- « Avec activité réduite longue » : DEFM 6, 7 ou 8. Voir encadré « Définitions ».

** - En équivalent temps plein sur la base de 152 heures par mois.

Sources : Insee, Dares, Anpe - Statistiques mensuelles du marché du travail. Calcul des auteurs pour une partie des CVS.

Tableau 2
Décomposition de l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi sans activité réduite

En pourcentage

Donnée CVS	2003				2004			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
(A) Provenance des nouveaux demandeurs d'emploi présents en fin de trimestre								
<i>Nombre de demandeurs présents en fin de T qui ne l'étaient pas à la fin de T-1, rapporté au stock de demandeurs à la fin de T-1</i>								
Absents des listes en début de trimestre.....	19,8	19,5	20,2	19,1	19,2	19,3		
Venus d'activité réduite.....	8,5	8,5	8,5	8,2	8,4	8,4		
Venus de catégorie 5	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,0		
Venus de catégorie 4.....	1,8	1,9	2,0	2,2	1,8	2,0		
Total (taux d'entrée)	31,3	31,1	31,8	30,4	30,6	30,7		
(B) Destination des demandeurs d'emploi sortis, absents en fin de trimestre								
<i>Nombre de demandeurs présents en fin de T-1 qui ne le sont plus à la fin de T, rapporté au stock de demandeurs à la fin de T-1</i>								
Absent des listes en fin de trimestre.....	15,9	16,0	16,1	16,0	17,9	17,4		
Passage en activité réduite	10,7	10,6	10,7	10,8	10,8	11,2		
Passage en catégorie 5	0,9	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7		
Passage en catégorie 4	2,4	2,3	2,6	2,4	2,4	2,0		
Total (taux de sortie).....	29,9	29,7	30,2	30,1	31,8	31,4		
(A)-(B) Origine de la variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi sans activité réduite								
<i>Décomposition de la variation trimestrielle par origine, en point</i>								
Liée aux inscriptions et désinscriptions	3,9	3,4	4,1	3,0	1,3	1,9		
Liée à la pratique de l'activité réduite	-2,2	-2,0	-2,2	-2,7	-2,4	-2,8		
Liée aux échanges avec la catégorie 4	0,3	0,4	0,3	0,2	0,4	0,3		
Liée aux échanges avec la catégorie 5	-0,6	-0,4	-0,6	-0,2	-0,5	0,0		
Total (taux d'évolution)	1,4	1,4	1,5	0,3	-1,3	-0,7		

Lecture : le nombre de demandeurs d'emploi sans activité réduite présent fin juin 2004 qui n'étaient pas dans cette situation fin mars 2004, rapporté au stock fin mars 2004 est de 30,7%. Parmi eux, ceux qui n'étaient pas inscrits à l'ANPE contribuent pour 19,3 points et ceux qui étaient inscrits mais exerçaient une activité réduite contribuent pour 8,4 points.

Source : Anpe - Fichier historique des demandeurs d'emploi.

Tableau 3
Devenir des sortants des listes de l'Anpe

En pourcentage

Données CVS	Niveau (en milliers) Moyenne annuelle brute 2003	2003				2004				2003	2004
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Moyenne sur les 4 derniers trimestres	Écart par rapport aux 4 trimestres antérieurs (en points)
		Part dans les sortants des DEFM 1, 2, 3, 6, 7 et 8 au dernier mois du trimestre, CVS									
Part des reprises pour emploi	219,9	47,4	45,8	48,7	47,9	46,8				47,7	1,1
dont : reprises en CDI.....	77,3	16,8	17,4	17,0	16,3	16,2				16,8	-0,1
reprises en CDD	74,6	16,5	16,4	16,8	15,7	16,6				16,4	0,2
reprises en intérim	36,8	ns	ns	ns	ns	ns				7,6	0,9
autres.....	31,2	ns	ns	ns	ns	ns				7,0	0,3
dont : reprises à temps complet	174,0	39,2	37,4	38,3	38,0	36,4				37,5	1,2
reprises à temps partiel.....	45,9	10,0	10,2	10,0	9,9	10,3				10,2	-0,1
Plutôt satisfait	158,5	35,0	34,7	34,6	34,4	34,3				34,7	0,3
Plutôt non satisfait	61,5	14,1	13,0	13,6	13,5	12,5				13,1	0,9

- ns : non significatif

Sources : Dares, Anpe - Statistiques mensuelles du marché du travail. Anpe - Enquête « sortants ».

Tableau 4
Les demandeurs d'emploi inscrits à l'Anpe en fin de trimestre, par région, données brutes

Données CVS	Sans activité réduite		Avec activité réduite		Avec activité réduite longue	
	T2 2004	Glissement annuel (en %)	T2 2004	Glissement annuel (en %)	T2 2004	Glissement annuel (en %)
Alsace	66 141	7,7	10 094	12,4	15 029	30,5
Aquitaine	119 259	0,6	28 381	12,6	41 272	11,5
Auvergne	45 379	1,4	10 885	7,1	15 317	9,0
Basse-Normandie	51 474	-2,2	12 793	10,7	17 391	16,1
Bourgogne	55 509	-1,1	12 743	15,0	20 069	9,5
Bretagne.....	96 051	-2,1	24 882	10,3	40 531	11,4
Centre	87 897	1,6	18 631	12,1	29 927	16,9
Champagne-Ardenne.....	55 045	0,2	10 084	10,9	16 275	14,9
Corse	9 766	5,1	807	27,3	984	30,0
Franche-Comté	41 264	5,7	7 753	13,3	12 752	11,4
Haute-Normandie	78 590	0,8	15 725	9,4	27 137	6,7
Ile-de-France	551 518	1,2	71 174	-2,2	115 299	25,6
Languedoc-Roussillon.....	125 144	-1,2	22 012	13,0	27 467	10,8
Limousin	21 586	1,8	5 276	9,0	7 872	11,2
Lorraine	89 778	1,5	14 256	9,8	17 564	9,4
Midi-Pyrénées	107 399	0,0	24 117	13,2	33 499	15,2
Nord-Pas de Calais	200 830	1,9	31 821	10,8	47 158	10,0
Pays de la Loire.....	112 583	0,8	31 328	12,6	45 522	12,7
Picardie	81 387	0,9	15 236	11,5	22 867	8,8
Poitou-Charentes	59 621	-1,0	14 844	6,2	24 340	11,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	221 181	-3,8	33 017	5,9	46 543	15,3
Rhône-Alpes	222 850	0,0	43 312	7,0	61 520	23,1
France métropolitaine.....	2 500 252	0,4	459 171	8,2	686 335	15,4

Sources : Dares, Anpe - Statistiques mensuelles du marché du travail.

DÉFINITIONS

Les demandeurs d'emploi inscrits à l'Anpe se répartissent en 8 catégories.

Les personnes sans emploi, immédiatement disponibles, qui accomplissent des actes positifs de recherche d'emploi se répartissent entre les catégories 1, 2, 3, 6, 7 et 8 en fonction du type de contrat qu'ils recherchent (CDI à temps complet pour les catégories 1 et 6, CDI à temps partiel pour les catégories 2 et 7, CDD ou emploi temporaire et saisonnier pour les catégories 3 et 8) et de la durée d'activité réduite pratiquée au cours du mois (aucune ou moins de 78 heures pour les catégories 1, 2 et 3 ; plus de 78 heures pour les catégories 6, 7 et 8).

Dans la présente publication, on distingue les demandeurs d'emploi en fonction de la pratique de l'activité réduite, quel que soit le type de contrat recherché (les chiffres trimestriels portent sur la situation à la fin du dernier mois du trimestre).

Ainsi :

- **Les demandeurs d'emploi sans activité réduite** désignent les demandeurs d'emploi de catégories 1, 2 ou 3 qui n'ont exercé aucune activité réduite au cours du mois.

- **Les demandeurs d'emploi avec activité réduite courte** désignent les demandeurs d'emploi de catégories 1, 2 ou 3 qui ont exercé une activité réduite de moins de 78 heures au cours du mois.

- **Les demandeurs d'emploi avec activité réduite longue** désignent les demandeurs d'emploi de catégories 6, 7 ou 8.

Les catégories 4 et 5 regroupent les personnes qui ne sont pas immédiatement disponibles pour occuper un emploi (et qui ne sont pas tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi). La catégorie 4 regroupe les personnes sans emploi mais non disponibles, notamment parce qu'elles sont en formation, mais aussi pour d'autres raisons, par exemple, pour maladie. La catégorie 5 regroupe des personnes pourvues d'un emploi mais à la recherche d'un autre emploi.

SOURCES

Les **statistiques mensuelles du marché du travail** désignent les statistiques publiées chaque mois par le ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Ces informations, qui portent sur les demandeurs d'emploi présents en fin de mois sur les listes de l'Anpe, fournissent les séries de référence sur le marché du travail.

Le **fichier historique des demandeurs d'emploi** est constitué à partir des fichiers statistiques mensuels du marché du travail pour suivre de façon longitudinale les trajectoires des demandeurs d'emploi. Il permet notamment d'étudier les passages d'une catégorie d'inscription à l'autre et la récurrence du chômage. Dans ce fichier, les demandeurs d'emploi qui sortent des listes et se réinscrivent dans un délai très court (5 jours) ne sont pas considérés comme sortants, ce qui permet de supprimer les flux « fictifs » liés à un dépassement de quelques jours par le demandeur d'emploi permettant l'actualisation de sa situation mensuelle. Les flux d'entrées et de sorties calculés à partir de ce fichier sont de ce fait moins élevés que ceux publiés dans les statistiques mensuelles. Les évolutions sont cependant parallèles. Pour des raisons techniques, un demandeur changeant d'Assedic est considéré comme un nouveau demandeur d'emploi.

L'**enquête « sortants »** est une enquête réalisée chaque trimestre auprès des demandeurs d'emploi sortis des listes de l'Anpe le dernier mois du trimestre précédent. Elle permet d'estimer la part des sorties pour reprise d'emploi parmi les sortants ainsi que la qualité de l'emploi retrouvé. L'enquête est réalisée par quota, sur un échantillon issu d'un tirage aléatoire simple, avec environ 2 000 répondants à chaque vague d'enquête. Pour plus d'information, *Premières Synthèses* (n° 11.1, mars 2003).

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15. www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques) - Directeur de la publication : Annie Fouquet.
Téléphone Publications : 01.44.38.22.60 ou 61 - Documentation : 01.44.38.23.12 ou 14 - Télécopie : 01.44.38.24.43
Réponse à la demande : 01.44.38.23.89 / e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr
Rédacteur en chef : Gilles Rotman. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Daniel Lepesant, Guy Barbut, Thierry Duret. Conception graphique : Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Reprographie : DAGEMO.
Abonnements : *La Documentation française*, 124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - www.ladocumentationfrancaise.fr
PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES - Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 116 € , CEE (TTC) 122,20 €, hors CEE (TTC) 124,30 €. Publicité : Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.

T RAVAIL ET EMPLOI

N° 100

**Octobre
2004**

LES NOUVELLES PROCÉDURES COMMUNAUTAIRES

- Une « européanisation » des politiques de l'emploi ?
- Application du droit du travail : les interactions entre droits du travail nationaux et communautaire

MARCHÉ DU TRAVAIL : D'UN CONCEPT À L'AUTRE

- Le chômage structurel : un concept au destin problématique
- Gestion des âges et flexibilité du marché du travail
- Les femmes et la société salariale : France, Royaume-Uni, Suède

RELATIONS PROFESSIONNELLES ET LIEUX DE DÉCISION

- 35 heures : les experts font la loi
- Les acteurs de l'entreprise face aux restructurations : une délicate mutation

VERS LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU SYSTÈME ?

- Ré-institutionnaliser la négociation collective en France
- De l'éducation permanente à la formation tout au long de la vie
- Du post-taylorisme à l'effritement des organisations



Direction de l'animation
de la recherche,
des études et des statistiques

15,70 €

Abonnements
pour 4 numéros/an :
France : 52,50 €
Europe : 56,70 €
Dom-Tom et RP
(HT, avion éco.) : 58,80 €
Autres pays
(HT, avion éco.) : 59,80 €
Supplément avion rapide : 8,90 €

Abonnements :

La Documentation française

124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers
Téléphone : 01.40.15.70.00
Télécopie : 01.40.15.68.00
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr>

Vente au numéro :

**La librairie de
la Documentation française**
29, quai Voltaire
75344 Paris Cedex 07
Téléphone : 01.40.15.70.00



**bon de
commande**
à envoyer à

**La documentation
Française**

124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex
FRANCE
Téléphone 01 40 15 70 00
Télécopie 01 40 15 68 00

www.ladocumentationfrancaise.fr



Direction de l'animation
de la recherche,
des études et des statistiques



<http://www.travail.gouv.fr>

**TRAVAIL
ET EMPLOI
N° 100
Octobre 2004**

Participation aux frais de facturation et de port,
sauf pour les abonnements

Prix unitaire TTC	Nbre	Total
15,70 €		
		4,95 €

montant total à payer
1 euro = 6,55957 F

Nom _____
Prénom _____
Profession _____
Adresse _____
Code postal _____
Localité _____

Je règle

Par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de M. l'Agent comptable
de la Documentation française

Par carte bancaire
(date d'expiration)

N°

Date

Signature

VIENT DE PARAITRE

Les Dossiers de la Dares

Juillet 2004

BILAN DE LA POLITIQUE DE L'EMPLOI EN 2002

Comme chaque année, ce bilan des politiques de l'emploi est au rendez-vous. Il offre une vue d'ensemble des interventions publiques dans le champ de l'emploi et de la formation professionnelle. Il détaille les principales caractéristiques des bénéficiaires et des employeurs.

Mais ce bilan 2002 apporte son lot de nouveautés. Il s'enrichit cette année de plusieurs études rétrospectives. Certaines dressent le bilan de dispositifs interrompus ou amenés à disparaître : abatement pour l'embauche de salariés à temps partiel, programme « Nouveaux services-emplois jeunes »... D'autres offrent des analyses ciblées sur certains publics prioritaires des politiques de l'emploi : personnes de plus de cinquante ans, allocataires de minima sociaux.

Ce bilan est aussi l'occasion de restituer les résultats d'enquêtes auprès des bénéficiaires des politiques de l'emploi. Étape importante dans les démarches d'évaluation : le nouveau panel des bénéficiaires. Cet outil a interrogé simultanément les bénéficiaires de dispositifs de politique de l'emploi et des personnes « témoins », éligibles à ces dispositifs, mais n'en ayant pas bénéficié. Un moyen rigoureux pour évaluer l'efficacité des mesures en termes d'insertion professionnelle.



216 pages
17 €

Direction de l'animation de la recherche,
des études et des statistiques



<http://www.travail.gouv.fr>
(Rubrique Emploi puis Études et Statistiques)

En vente à :

La Documentation Française

29-31, quai Voltaire
75344 Paris Cedex 07

Téléphone : 01.40.15.70.00 - Télécopie :
01.40.15.72.30

<http://www.ladocumentationfrancaise.gouv.fr>



bon de commande à envoyer à La documentation Française 124, rue Henri-Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex FRANCE Téléphone 01 40 15 70 00 Télécopie 01 40 15 68 00 www.ladocumentationfrancaise.fr	 Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques http://www.travail.gouv.fr LES DOSSIERS DE LA DARES Bilan de la politique de l'emploi en 2002 Participation aux frais de facturation et de port, sauf pour les abonnements	Prix unitaire TTC	Nbre	Total	Nom _____
		17 €		4,95 €	Prénom _____
		montant total à payer 1 euro = 6,55957 F			Profession _____
					Adresse _____
					Code postal _____
					Localité _____
					Je règle
					<input type="checkbox"/> Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de M. l'Agent comptable de la Documentation française
					<input type="checkbox"/> Par carte bancaire (date d'expiration <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>)
					N° <input type="text"/>
					Date _____
					Signature _____